



**EXTRAIT**  
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**  
**séance du 23 mars 2021**

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

**2021 - 48                    EXONERATION POUR L'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMERCIAL**  
**2<sup>ème</sup> CONFINEMENT NOVEMBRE 2020**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 16 mars 2021, s'est réuni le mardi 23 mars 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjointes :

Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

(Prend part aux délibérations N°29 à N°41) puis part sans donner de procuration.

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE

Monsieur Franck BARBEY

Madame Jocelyne BUSTAMENTE

Madame Levanna CALATAYUD

Madame Magali CONESA

Madame Alexane ISNARD

PROCURATION :

Monsieur Ali AMRANE à Madame Murièle CHABERT  
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur Gilles RONDONI  
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Madame Mélanie ZARRILLO  
Madame Levanna CALATAYUD à Madame Valérie COPIN  
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE  
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 9 février 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2021 - 32      RENOUELEMENT URBAIN  
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROJET NATIONAL  
DE RENOUELEMENT URBAIN DE GRASSE CENTRE HISTORIQUE  
BOUCLE COMMERCIALE  
CESSION DES CELLULES COMMERCIALES  
APPARTENANT A LA VILLE A LA SPL**

DU 23 MARS 2021

EXONERATION POUR L'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMERCIAL  
2<sup>ème</sup> CONFINEMENT NOVEMBRE 2020

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Exonération des redevances d'occupation du domaine public commercial pour les restaurateurs, limonadiers, commerces sédentaires et commerces non sédentaires. Application du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 faisant suite à l'épidémie de COVID 19.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT HT
COMMERCE	Dépenses estimées	4 000 €

Madame Marie-Madeleine GUALLINO expose :

Vu le code Général de la Propriété des Personnes Publiques, et notamment l'article L2125-1,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 28 mars 2017 pour la grille tarifaire de l'occupation du domaine public,

Vu l'Ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020 portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au Code de la Commande Publique et des contrats publics qui n'en relèvent pas pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de COVID-19,

Vu l'article 20 de l'ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020 prévoyant expressément la suspension des redevances dues pour l'occupation ou l'utilisation du domaine public lorsque les conditions d'exploitation de l'activité de l'occupant sont dégradées dans des proportions manifestement excessives au regard de sa situation financière,

Vu l'Ordonnance n° 2020-560 du 13 mai 2020 fixant les délais applicables à diverses procédures pendant la période d'urgence sanitaire,

Vu le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de COVID-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et plus précisément pour le deuxième confinement,

Considérant que la ville de Grasse, comme l'ensemble du territoire national et de la population mondiale connaissent un épisode épidémique inédit,

Considérant que face à l'épidémie de COVID-19, le gouvernement a décidé des mesures exceptionnelles de confinement et de fermetures d'activités économiques non essentielles,

De ce fait, l'activité économique de tous les commerces dits non essentiels a dû être suspendue pour la deuxième fois à compter du 30 octobre 2020 et jusqu'au 28 novembre 2020.

Considérant que de nombreux commerçants sont aujourd'hui dans la difficulté, la ville de Grasse se doit d'aider au maintien du commerce existant et au redémarrage de l'activité économique,

Considérant que les restaurateurs, les limonadiers, font toujours l'objet d'une fermeture administrative,

Considérant que les commerces sédentaires et non sédentaires n'ont pu exploiter dans des conditions normales leur activité sur le domaine public communal,

Considérant que la situation financière de ces commerçants est particulièrement difficile, afin de soutenir le commerce et l'économie locale de la commune, je vous propose d'exonérer ces commerçants de la redevance d'occupation du domaine public, pour ce deuxième confinement.

Cette exonération porte sur la période courant du 30 octobre au 28 novembre 2020 et fera l'objet d'une régularisation sur l'année 2021.

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 9 mars 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à accorder une exonération de l'intégralité du montant des redevances d'occupation du domaine public aux commerces sédentaires et aux commerces non sédentaires, correspondant à la période allant du 30 octobre au 28 novembre 2020 ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à accorder une exonération de la redevance d'occupation du domaine public pour les restaurateurs et limonadiers et ce, pendant toute la période de fermeture administrative.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le **24 MARS 2021**  
suivant les signatures  
**POUR EXTRAIT CONFORME**  
Le Maire,

*émiu.*

